

La détestation

*"Jean Daniel, vous allez pouvoir exprimer
votre indignation après la page de publicité.."
(Jean-Pierre Elkabbach, au lendemain de Carpentras).*

En France, la maladie politique des années quatre-vingts s'est manifestée comme influence grandissante de l'extrême-droite. Cette circonstance découle logiquement de l'histoire politique du pays depuis la fin de la guerre. Depuis le retrait du Général de Gaulle en 1969, le centre sous ses diverses formes (¹), a gouverné sur la base de deux principes constants : obédience atlantique de plus en plus stricte en politique, soumission progressive aux contraintes de l'économie mondiale en économie. Au vu des résultats que cela donne, il était inévitable qu'une partie de l'opinion se pose la question en termes de continuité ou de rupture.

Or il se trouve que tout ce qui passait pour fermement oppositionnel dans la vie politique française depuis 1945 avait fini par être absorbé dans ce centre, vainqueur de toutes les élections et dispensateur de toutes les places. Ayant peu de prise sur le mouvement des choses, les politiciens qui se succèdent au pouvoir se consacrent de plus en plus exclusivement à la conquête des places et à la politique spectacle qui en est le moyen. Lorsque l'extrême gauche, les partis soit-disant écologistes et les communistes

¹ Je considère comme centristes, et en gros identiques les lignes politiques, successivement, du néo-gaullisme pompidolien, de Giscard d'Estaing, de la social-démocratie mitterrandienne et du néo-gaullisme chiraquien.

eux-mêmes, eurent fini par former des alliances électorales avec l'un ou l'autre des partis centristes de gouvernement et par fournir occasionnellement des ministres chargés d'appliquer des politiques consensuelles, il n'est plus rien resté qui fût susceptible de fixer le vote de ceux qui par tempérament ou situation se rebellaient contre la tendance.

A force de ne plus gérer que des mots et de laisser s'accumuler les rancoeurs, les politiciens, qui arrivent d'habitude, entre deux scandales, à se faire passer pour respectables en évitant de dire trop de mal les uns des autres, se sont trouvés confrontés à cette horreur choquante : des citoyens qui sincèrement ne les aimaient pas et désapprouvaient profondément leur politique. Or la solidité du consensus entre milieux dirigeants, la perfection des arrangements politiques, étaient tels que ces récalcitrants n'avaient guère d'autre choix, pour faire entendre une protestation vraiment énergique, que de voter pour le Front national. La vie politique s'est alors réveillée en sursaut.

Après des années de promotion, scandaleuse pour leurs militants et électeurs respectifs, du business par le parti socialiste et de l'atlantisme par les néo-gaullistes, l'extrême-droite, que l'on croyait au bord de la disparition totale, était la seule à rester fidèle à sa propre tradition idéologique. Cela n'aurait pas suffi à lui fournir de nouveaux adeptes si elle n'était en même temps devenue la seule à professer, sur certains sujets justement devenus cruciaux, des vues distinctes du consensus. A partir du changement de cours de

la politique mitterrandienne en 1982-83, qui revenait à faire du pompidolo-giscardisme avec des ministres socialistes et un parti communiste réduit au silence, le Front National de Jean-Marie Le Pen était tout simplement devenu le seul parti authentiquement oppositionnel.

Le vote pour le Front national, plus d'un observateur l'a noté, relève de la jacquerie électorale. On dit que le Front national est un parti protestataire. Mais contre quoi des citoyens qui n'ont souvent aucune raison forte d'approuver le programme de ce parti, qui n'en ont qu'une idée vague, et qui croient d'ailleurs en général que les programmes ne sont décidément pas faits pour être appliqués, contre quoi ces électeurs votent-ils ? Ils votent principalement contre le mensonge.

Le mensonge est de deux types : mensonge sur la réalité et mensonge sur l'action. Il y a les promesses non tenues, les programmes dont on explique après coup qu'ils ne furent jamais conçus pour être appliqués, mais seulement pour être approuvés, et le manque de sincérité des discours par rapport aux problèmes du pays.

Rappelons une banalité de la science politique : si le mensonge peut être une vertu du prince dans un système de gouvernement personnel, il est en revanche délétère pour la démocratie, où l'inadéquation des pratiques aux principes vide l'acte électorale de son sens, et rend vaine la participation populaire à la vie politique. Pourquoi se fatiguer à écouter des gens qui ne croient pas eux-mêmes ce qu'ils disent ? Sur quelle base les approuver ou les désapprouver ?

Pourquoi voter pour eux, et pour l'un plutôt que pour l'autre ?
Le ressort de la démocratie est la vertu.

Comment nos gouvernants, qui se disent démocrates, peuvent-ils ne pas sentir que, pour la population, s'apercevoir qu'elle a élu un menteur est encore plus démoralisant que de simplement devoir lui obéir ? Le mensonge explique le recroquevillement dans une abstention –qui n'est pas dans ce cas un apolitisme- et le vote extrémiste. Ils ne les expliquent pas seulement : ils les justifient, car on ne peut pas indéfiniment demander au peuple d'acclamer des menteurs cupides, de choisir entre des discours tous également hypocrites et captieux.

Lorsqu'un grand parti de gouvernement, muni d'une tradition presque séculaire, appuyé sur de vastes couches intellectuelles et en même temps sur des fractions importantes des milieux d'affaires réussit à réunir moins de voix à une élection majeure qu'un groupuscule extrémiste qui n'existait pas vingt ans plus tôt, que les médias vilipendent à longueur d'année, qui ne bénéficie d'aucune aide financière, dont le chef est régulièrement poursuivi et condamné par la justice, cela ne peut pas être un fait du hasard ou le résultat d'un malentendu ou d'un égarement collectif. C'est forcément qu'il y a des raisons à cela. C'est forcément qu'il l'a beaucoup et longuement cherché. C'est forcément qu'il a mérité ce qui lui arrive.

Les gouvernements croient habile de minimiser les problèmes et de ne rien faire qui puisse fâcher quiconque. Ils

préfèrent gouverner en fonction des sondages d'opinion : et il se peut bien que cela profite temporairement à leur popularité. A leur en croire, il ne se poserait pas de problème sérieux au pays, sinon celui que représente l'existence du Front National. Si Le Pen dit qu'il pleut, tous ses adversaires conseillent de sortir sans parapluie. Les politiciens minimisent tous les problèmes sauf un, mais si les choses vont mal en effet, comment ne sembleraient-ils pas ternes au regard de ce concurrent qui dit ce que tout le monde voit et donne à penser qu'il serait capable d'y faire quelque chose ? En réalité, ce qui fait voter pour Le Pen c'est la peur de l'avenir, et ce qui retient de le faire plus massivement, c'est la peur du changement. Les politiciens progressistes et réformistes jouent en réalité, pour se maintenir au pouvoir, sur le fait que les Français sont coincés entre leur conservatisme et leur peur de l'avenir. C'est une contradiction.

A la menace que les résultats électoraux du Front national ont soudain représentée pour eux, politiciens et gourous médiatiques ont opposé, non pas des inflexions politiques sérieuses - en démocratie on devrait pourtant tenir compte du verdict populaire après tout - mais seulement une pose moralisatrice et un chantage à la peur. Au lieu de se réformer, les tricheurs ont fait la leçon au peuple et ils lui ont prédit l'apocalypse, non pas s'ils restaient au pouvoir, mais s'ils le perdaient.

On ne peut critiquer la société et le gouvernement que de mauvaise foi et pour de mauvaises raisons : tel est le point de vue naturel des élites. Pour les mandarins parvenus, la démocratie est un système dans lequel le peuple les élit forcément, puisqu'ils ont été désignés par le parti officiel, après quoi ils font ce qu'ils veulent, l'étendue des possibles n'étant limitée que par la pauvreté de leur imagination et la complexité de leurs intérêts intriqués.

Confrontés avec le Front national, à un discours remettant en cause ce qu'eux considèrent comme des contraintes absolues, et incapables par tempérament et formation d'entrer dans une bataille d'idées, ils n'ont su réagir que par des discours incantatoires et moralisateurs. C'était la solution de facilité, qui est toujours celle retenue par les politiciens médiocres. Et il se trouvait que, l'extrême-droite ayant été dans un passé non encore oublié germanophile et antisémite, cette origine idéologique lointaine mais très scabreuse était un prétexte idéal pour discréditer absolument tout ce que disait le Front national, même si cela n'avait aucun rapport avec les errements passés de cette famille idéologique.

De sa critique acerbe de l'immigration d'origine africaine, on a seulement retenu que Le Pen était mu par l'antisémisme : un antisémitisme qu'il se gardait pourtant bien d'exprimer spontanément. La ficelle est vraiment grosse quand on connaît les relations qui prévalent entre Juifs et immigrés africains, mais c'était à nouveau la facilité qui avait prévalu. La raison de cette focalisation sur un seul aspect haineux du

Front national et de ses sympathisants est que depuis Hitler l'antisémitisme est une idéologie condamnée par l'histoire. On aurait pu mentionner aussi l'anticommunisme frénétique qui avait motivé la plupart des forfaits commis dans le passé par cette mouvance, et que le Pen ne manque pas de ré-invoquer à l'occasion, mais l'anticommunisme est une haine que la bourgeoisie centriste partage avec le Front national, et dont elle se sert. Il restait donc surtout l'antisémitisme, réel ou supposé, soigneusement tu en tous cas, de Le Pen, à mettre en avant, l'objectif étant de ne pas avoir à discuter du reste de ses thèmes de propagande. Car pour la bourgeoisie centriste peu importe l'honnêteté du débat s'il s'agit seulement de ramener au bercail les électeurs égarés sans changer de politique.

Bien sûr, on joue à se faire peur quand on compare Le Pen à Hitler. Lorsqu'on cherche à comprendre de la France du vingt-et-unième siècle au moyen d'exemples et de mots remontant à la seconde guerre mondiale, on nous amuse pour cacher les véritables enjeux et les véritables responsabilités. On dénonce le fascisme du Front National et ses secrètes intentions subversives. Or ni Hitler ni Mussolini ni Franco ne sont parvenus au pouvoir par la ruse. Ils ont utilisé la violence ouverte. Mais où sont les milices armées du Front national? Quelles violences, quels attentats peut-on lui attribuer? Parce que c'était commode, on a choisi d'exploiter la mauvaise réputation de l'extrême-droite en matière de libertés publiques : mais le soupçon sur les intentions sert la

plupart du temps à ne pas répondre à des préoccupations qui sont absolument générales.

La peur des élites au pouvoir qui crient au loup parce qu'elles craignent pour leurs bonnes places est risible, et risibles tous ces étranges défenseurs des libertés : tous les initiés, tous les amnistiés, tous les plombiers, toutes les barbouses de la cinquième République, et, à l'occasion, le grand homme-grenouille suprême, entouré de ses innombrables gorilles, tel qu'on le vit, par exemple défiler contre le Front national après la profanation de Carpentras. (2)

Le nazisme est l'archétype du mal radical, et il n'y a rien de tel qu'un épouvantail naziforme pour discréditer un adversaire politique : mais le racisme et l'antisémitisme n'étant pas des opinions défendables, le débat politique, de plus en plus centré sur les idées que l'on prête au Front national plutôt que sur celles qu'il professe, s'en est trouvé réduit à un échange d'accusations et de dénégations. Et c'est ainsi que l'on a vu un phénomène caractéristique de l'époque, et pas seulement en France, et pas seulement sur ce sujet : l'intolérance vociférante de gens qui ne croient à rien. Face à toute critique, on a cherché non ce qu'il aurait fallu faire pour lui donner tort, mais l'angle médiatique qui permettrait de discréditer l'adversaire. On a eu droit, contre Le Pen, non pas à l'argumentation, mais à l'attaque ad hominem généralisée.

² Je parle ici de la participation du président Mitterrand à la manifestation contre le Front national à la suite de la profanation d'un certain nombre de sépultures juives dans le cimetière de Carpentras. L'enquête devait par la suite révéler qu'il s'agissait de l'acte d'individus isolés et sans motivation politique précise : mais un journaliste avait résumé l'opinion générale en expliquant que même si le Front national n'était pas directement coupable des faits, il en était moralement responsable.

Au lieu de répondre politiquement à la contestation de l'extrême-droite, on s'est acharné à relever des jeux de mots dérisoires, on a analysé des coïncidences dont il fallait péniblement démontrer qu'elles n'en étaient pas, on a exigé des professions de foi sur des points d'histoire, on s'est perdu dans l'exégèse infinie de propos ambigus échappés ou surpris. Les juges ont finalement été chargés de dire à la place des citoyens qui était digne de les représenter. Et comme les juges ne tranchaient pas toujours dans le même sens et que chaque relaxe risquait de passer pour un certificat de civisme, il a fallu rendre sans cesse la loi plus sévère : au bout de vingt ans de traitement judiciaire du problème posé par l'extrême-droite, la liberté de pensée a été érodée à un point sans équivalent ailleurs en Europe.

Mais l'essentiel ne s'est pas joué dans les prétoires. Les journalistes sont tout naturellement devenus les acteurs principaux de la vie politique réduite à une enquête de police judiciaire. Car les journalistes, plus encore que les juges, et aussi mal si c'est possible, aiment bien juger de tout, et c'est par eux surtout que toute la vie intellectuelle s'est trouvée peu à peu plongée dans une pesante atmosphère de terrorisme intellectuel. Ce sont d'infinis donneurs de leçons, et lorsqu'ils invitent Le Pen dans leurs émissions, c'est pour un interrogatoire en règle. La France n'avait jamais eu tant de journalistes et de professeurs reconvertis dans le travail policier.

Les journalistes en particulier voudraient que Le Pen n'existe plus : ils nous privent donc périodiquement de son image, ou plutôt ils le privent d'image : c'est leur façon de passer condamnation. D'autres fois, parce qu'étant haut en couleur il rapporte beaucoup, ils se résignent à ce qu'il existe, pourvu qu'il soit scandaleux. Ils ont le goût du procès à grand spectacle. Les journalistes vivent d'événements : que feraient-ils s'il n'y avait pas Le Pen toute l'année, et un gros scandale de temps en temps? Faire la morale et faire de l'audience : à la jonction de ces deux nécessités contradictoires, la détestation de Jean-Marie Le Pen est devenue le spectacle le plus réussi des années quatre-vingt.

Politique, gestion, information, enseignement, police, justice, médecine, divertissement, commerce: tous les métiers se sont confondus dans un vaste spectacle à base d'histoires de croquemitaines . Les politiciens se sont répandus dans les médias, acceptant le statut de bouffons qu'on leur y assignait, et la confusion des rôles est devenue totale entre politiciens et journalistes, à mesure que la propagande se substituait à l'argumentation et à la proposition.

Mais en même temps, commercialement parlant, trois scandales valent mieux qu'un: donc la presse ne nous cache rien non plus des moeurs douteuses des politiciens que contradictoirement elle nomme *respectables* : et ces révélations trouvent dans le pays un écho qui dépasse l'attente d'une Nomenklatura enfermée dans ses privilèges, et qui n'a aucune idée des sentiments qu'elle inspire aux gens

ordinaires. Aussi, les soirs de consultation électorale, la panique règne-t-elle sur les plateaux de la télévision. Politiciens et journalistes commentent les résultats avec angoisse, crient au fascisme résurgent.

Ce que les élites dirigeantes reprochent au Front national, ce ne sont pas ses origines idéologiques, ni son programme, ni son action militante. Ce sont ses vérités. Car, si l'on présente le Front national comme un parti monomaniacque, il parle de plus d'un sujet, et décrit à sa façon une réalité d'ensemble. Le jeu consistant à le contredire systématiquement sur chacune de ses propositions conduit de temps en temps à nier des vérités de simple bon sens : et la réalité finit toujours par se venger.

Il était idiot d'abandonner ne serait-ce qu'une vérité à des gens que l'on détestait et que l'on méprisait. Car tôt ou tard la vérité éclate, et alors que faire ? Il ne reste plus qu'à donner raison à l'ennemi ou à s'enfoncer toujours davantage dans un système de mensonges de moins en moins convaincants. C'est alors qu'on en est réduit à dénoncer de plus en plus de monde : tous ceux, souvent d'anciens alliés ou amis, lorsqu'ils finissent par reconnaître que sur un point au moins peut-être, c'étaient les salauds d'en face qui avaient raison. Alors, le désespoir n'est pas loin : car les ennemis de la démocratie semblent surgir de toute part. Les traîtres à la cause antifasciste se multiplient aujourd'hui à proportion que l'on avait occulté des vérités. Tous s'en prennent à l'un ou l'autre des mensonges que l'on avait crus nécessaires à la

démocratie : et l'on dit qu'ils parlent comme Le Pen. Le désordre dans les rangs démocratiques est la conséquence de la tactique qui a consisté, des années durant, à contredire Le Pen systématiquement et sans réfléchir. Pour avoir le bon sens de son côté, il lui a suffi, au bout d'un moment, de faire dans la banalité plutôt que dans la provocation.

Au bout de toutes ces années perdues à dénoncer Le Pen et à ne résoudre aucun problème réel, on s'est bien amusé et l'on a duré. Mais à quel prix ! Le soupçon de racisme et de sympathie pour le nazisme est devenu l'alpha et l'oméga du débat politique, transformé en anachronique fantasmagorie. Il n'est pas bien certain si Le Pen est fasciste et dangereux, mais il est clair que ses ennemis sont de loin aujourd'hui les plus fanatiques et les plus irrationnels. Ce sont les justifications pragmatiques de la démocratie que l'on semble avoir oubliées en criminalisant l'extrême-droite. Les opinions, bonnes ou mauvaises, ne disparaissent pas parce qu'elles sont réprimées, et elles ne s'améliorent pas en entrant dans la clandestinité. La répression ne réduit ni l'intensité des sentiments ni le nombre de ceux qui les partagent. (3).A force

³ L'homme politique, comme tout autre citoyen, a bien le droit de croire ce qu'il veut, si seulement il défend en pratique ce dont il se fait l'avocat en paroles. Hannah Arendt a montré par quel enchaînement diabolique la prétention de scruter et d'amener au jour les motivations profondes des actes publics conduit à l'hypocrisie, qui conduit à son tour à la montée des comportements criminels dans la vie publique. L'étalage des bonnes intentions ne conduit pas à une bonne politique mais à l'hypocrisie généralisée, au triomphe de la mauvaise foi. A ce théorème d'Arendt, la politique intérieure française fournit l'occasion d'une intéressante vérification, lorsqu'on exige aujourd'hui des chefs de l'extrême-droite la démonstration d'une conformité intérieure dont le caractère personnel et privé est justement une des garanties individuelles qui définissent la démocratie. "To be sure, every deed has its motives as it has its goal and its principle; but the act itself, though it proclaims its goal and makes manifest its principle, does not reveal the innermost motivation of the agent. His motives remain dark, they do not shine but are hidden not only from others but, most of the time, from himself, from his self-inspection, as well. Hence the search for motives, the demand that everybody display in public his innermost motivation, since it actually demands

de lancer des sentences d'excommunication de plus en plus nombreuses les antilepénistes militants finiront par se retrouver seuls, ce qui ne signifie pas qu'ils n'auront pas la force pour eux. Aujourd'hui, ils voient le fascisme partout, mais plus dangereux encore pour les libertés que les supposés fascistes, il y a les supposés antifascistes.

Aujourd'hui, le vide s'est fait dans les têtes. L'engrenage de la détestation réciproque est lancé et rien d'effectif ne se fait plus, car les décisions les plus urgentes, dans un monde accablé de bêtise, sont interdites par l'obsession de quelques modernes images d'Epinal. D'un débat politique de bonne foi, il n'est depuis longtemps plus question. Depuis longtemps, il est trop tard pour parler raison. On en est depuis longtemps aux insultes et aux menaces. *"Si Le Pen est un salaud, les électeurs de Le Pen sont des salauds"*, avait fini par dire Bernard Tapie, homme d'affaires, ministre et logicien, lui-même atterri sur le football marseillais avec l'inaffable tropisme de la mouche se posant sur un étron. Un ministre avait aussi demandé, dans le temps, que l'on *exterminât* le Front national. Depuis longtemps s'est imposée une mentalité

the impossible, transforms all actors into hypocrites; the moment the display of motives begins, hypocrisy begins to poison all human relations. The effort, moreover, to drag the dark and the hidden into the light of day can only result in an open and blatant manifestation of those acts whose very nature makes them seek the protection of darkness; it is, unfortunately, in the essence of these things that every effort to make goodness manifest in public ends with the appearance of crime and criminality on the political scene." ("Tout acte a des motifs un but et un principe; mais il ne révèle pas ses motifs du simple fait qu'il est effectué, alors qu'il manifeste son principe et affiche son but. Les motifs d'un acte demeurent obscurs aux yeux mêmes de son auteur. Demander que soient révélés les motifs intimes d'un acte, c'est demander l'impossible, c'est transformer chacun en hypocrite, et empoisonner les relations humaines. De plus, vouloir mettre au jour ce qui est obscur ne peut aboutir qu'à l'affirmation ouverte des actes dont la nature requiert l'obscurité. De par la nature des choses, la tentative de faire éclater la bonté dans l'action publique aboutit à faire monter le crime sur la scène politique").

manichéenne et terroriste, si bien que la vie politique est désormais placée sous le signe de la mauvaise foi, du terrorisme intellectuel, de l'affrontement violent entre des camps ennemis.

Dans une ambiance d'hystérie collective délibérément alimentée par le pouvoir et par la presse, les procureurs autodésignés de l'antiracisme découvrent chaque jour une nouvelle forme de racisme et de nouveaux racistes. Et à les en croire, la meilleure preuve de complicité avec le fascisme consiste à refuser de reconnaître le retour du fascisme partout où le flairent les procureurs autodésignés. De proche en proche, le soupçon s'est peu à peu étendu à tout ce qui ose encore exprimer des idées ou des sympathies : car aussi prudent que l'on soit, on finit toujours par avoir fait au moins une fois l'éloge de quelqu'un qui a approuvé quelqu'un qui fréquente quelqu'un qui cite quelqu'un qui aurait dit, horreur sans nom, qu'il n'était pas bien certain que Le Pen était un fasciste. Et cela peut mener loin ! Telle est la logique de l'anti-lepénisme, tout à fait comparable à celle du Maccarthisme, des purges staliniennes et de tous les procès de sorcellerie de tous les temps : la culpabilité par association, le soupçon sur quiconque refuse de se faire lui-même accusateur.

Le terrorisme intellectuel généralisé conduit au mépris de soi et à l'exil intérieur. On s'aperçoit bientôt que les sondages saisissent mal les intentions de vote pour le Front national : mais c'est que le vote Le Pen ne s'avoue pas. Au lieu de se

demander s'il est bon pour la démocratie que l'on aille voter comme on va au bordel, les antilepénistes professionnels se félicitent alors qu'il existe un "tabou" sur le Front national. Ceux là aiment que la honte des petits contribuables qui votent pour le Front national réponde à la morgue des grands scandaleux revêtus de lin blanc. Le peuple, disent ces derniers, doit être bien conscient qu'il y a deux sortes de formations politiques : les partis respectables, encenseurs et consensuels, pour lesquels on peut voter, et au sein desquels le Président de la République, quel qu'il soit, choisit ses ministres, et puis le parti du Mal, qu'il faut écraser. Une démocratie comme cela, Louis XIV l'aurait trouvée à son goût. Il aurait mis un polytechnicien socialisant aux finances, un néo-gaulliste autoritaire à la police, et Le Pen aux galères. Peut-être aussi aurait-il pensionné une opposition de sa majesté, de préférence chrétienne-démocrate, comme il pensionnait le Parlement pour en recevoir de respectueuses remontrances.

Le mécanisme d'exclusion qu'on accuse l'extrême-droite de vouloir mettre en place est celui que l'on a mis en place sous prétexte de la combattre. Et ceux qui parlaient sans cesse d'intégration et de tolérance sont les plus acharnés à pratiquer la dénonciation et l'exclusion, protégés qu'ils sont par leur énorme bonne conscience, sans s'apercevoir qu'ils mettent au pilori non pas seulement un homme ou un parti, mais toute une fraction de l'opinion, et même aux yeux de l'étranger le pays tout entier dans la mesure où l'étranger prend pour argent comptant tout ce qui se dit du Front

National et de ses électeurs, comme il prend en général pour argent comptant tout le mal que les Français disent de la France.

Si nos élites ont si peur de Le Pen, et se sentent solidaires contre lui, n'est-ce pas au fond qu'elles ont bien compris où en est la république? Et si les libertés ont tant à craindre d'un président comme lui, n'est-ce pas que les citoyens sont, d'ores et déjà, un peu trop bien dressés à la docilité, les juges à la servilité, les chefs d'entreprises à la générosité? Ce que l'on peut en fait redouter, c'est que, si Le Pen venait à être élu, tout continue simplement comme avant: que la corruption l'enrichisse, que les élites collaborent à ses illégalités : bref, que les Français le gobent, comme ils semblent capables de gober n'importe quoi. Mais de qui est-elle l'ouvrage, cette pourriture qui a gagné le pays? C'est l'état de la France et du monde qui invite des dictatures, et là où la dictature est possible, il y aura toujours des dictateurs pour s'en revêtir.